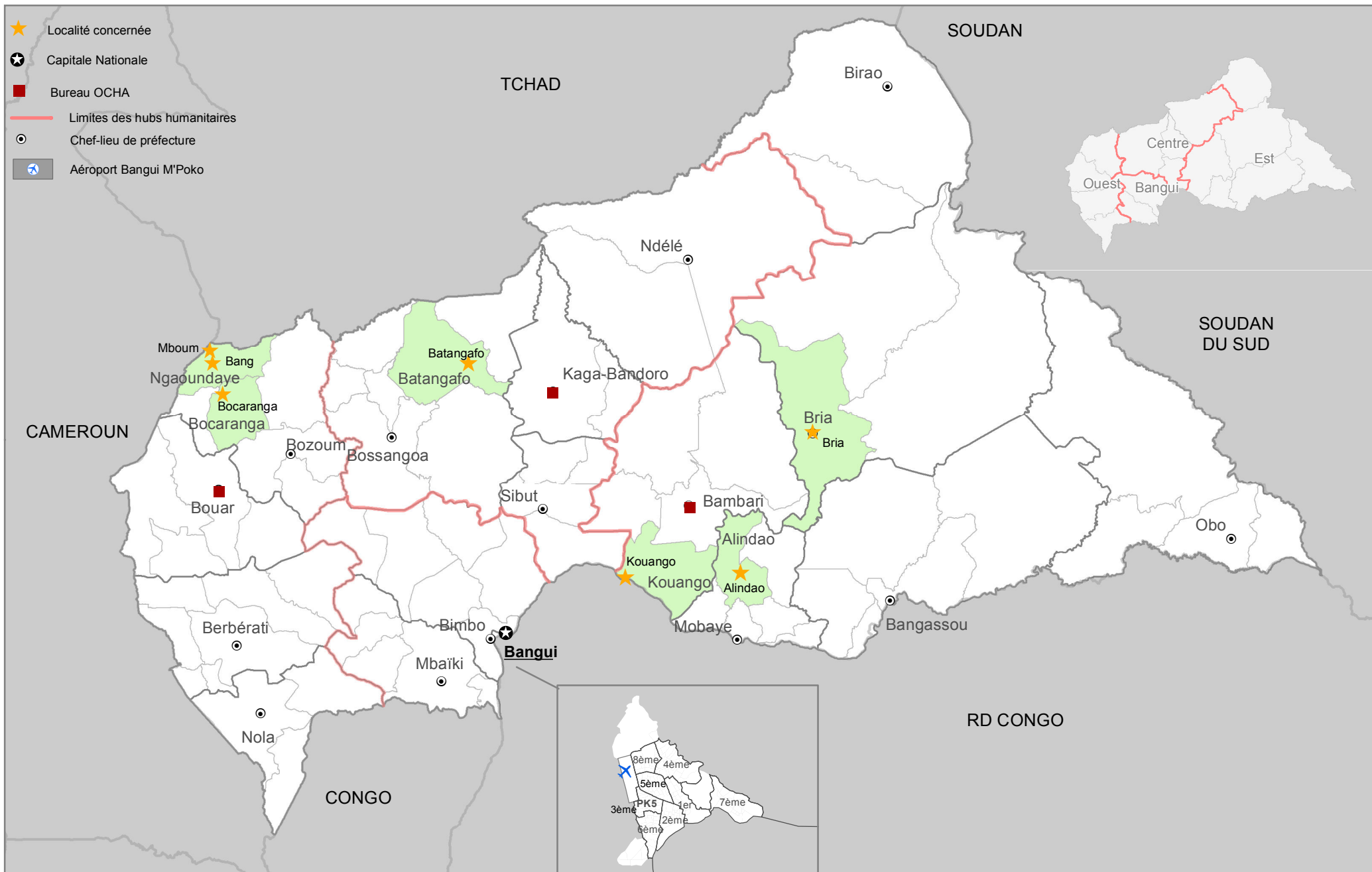


Zone	APERCU HUMANITAIRE du 01 au 7 août 2017	Période à venir Du 08 au 14 août
Zone Centre	<p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous-préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p><u>Protection et accès humanitaire</u> : La situation sécuritaire est relativement calme à Batangafo après les affrontements entre les groupes armés du 29 juillet au 2 août 2017. Le bilan fait état de 221 abris incendiés sur les sites, 24 décès dont 14 civils ; 17 blessés dont 3 civils et plusieurs maisons pillées. Plus de 24.000 personnes ont été déplacées.</p> <p>Le 5 août 2017, un convoi de 8 camions d'un partenaire a été intercepté par des hommes armés au quartier Lakouanga. Trois (3) camions ont été pillés. Cela représente 2.554 tonnes de vivres emportés (1 235 tonnes de céréales et 1 219 litres d'huile). En dépit de l'accalmie observée, la crainte de la reprise des actes de violences persiste. Les personnes déplacées restent toujours sur les sites de regroupement.</p> <p>Sur le plan humanitaire, les activités dans le domaine de la santé, eau-hygiène-assainissement, protection et CCCM continuent, mais restent toujours réduites à cause des mouvements limités des acteurs humanitaires par crainte des actes de violences. Dans le secteur CCCM, une approche communautaire utilisant les leaders communautaires dans l'identification des déplacés est développée par un acteur pour faciliter l'enregistrement des déplacés.</p> <p>Dans le cadre de la mise à jour du Plan de réponse humanitaire de la zone, les acteurs estiment à environ 24 000 personnes les déplacées réparties dans les différents lieux de refuge.</p>	Zone Centre :
Zone Est	<p style="text-align: center;">Préfecture de Basse-Kotto / Sous-préfecture Alindao / Alindao</p> <p><u>Protection</u> : Les affrontements du 4 août entre les groupes armés au village Karama (7 km, axe Alindao-Kongbo), ont causé une dizaine de morts et 7 blessés. Le 5 août, les hommes armés ont tué le chef du centre de santé de Pavica (20 km de Alindao). Ses bourreaux lui reprochaient d'être de connivence avec le groupe armé adverse qui contrôle cette localité. L'assassinat d'un personnel de santé reflète le niveau de la violence atteint dans cette région.</p> <p><u>Mouvement de population</u> : Selon le dernier recensement, en moins d'une semaine, le nombre des déplacés du site de l'Eglise catholique est passée de 15 203 à 17 556 soit une augmentation de 15,47%. Selon le partenaire de monitoring, cette hausse est liée à la persistance des exactions perpétrées aussi bien dans les quartiers que dans les périphéries. Les déplacements de population dans la ville sont discontinus et nécessitent d'être suivi afin de créer les conditions de stabilité pour ces populations.</p> <p><u>Protection</u> : A Alindao, la question de la mobilité des personnes déplacées qui sont sur le site de l'Eglise Catholique se pose avec acuité. Avec les exactions qui sont perpétrées dans les quartiers, les menaces d'exécution qui sont proférées par les hommes armés et les jeunes musulmans, il est difficile que les femmes sortent pour se rendre au marché pour s'approvisionner en biens de première nécessité. Il est aussi difficile pour ces personnes d'aller au champ pour non seulement travailler mais se ravitailler en légumes et en produits agricoles avec la période de récolte en cours à cause de la présence des hommes armés dans la brousse.</p>	Zone Est : <i>Suivi de la situation de protection à Alindao et les axes autour périphériques</i>

	<p style="text-align: center;">Préfecture de la Haute-Kotto / Sous-préfecture de Bria / Bria</p> <p><u>Protection</u> : La protection et principalement les cas de violation de droits humains sont récurrents à Bria. Le 5 août, un accrochage s'est produit entre les groupes armés rivaux au PK 2 de Bria sur l'axe qui mène vers le chantier site chinois. Le bilan est d'un mort et d'un blessé qui a été admis à l'hôpital de Bria. Le 2 août, un cadavre a été retrouvé à la sortie de la ville en direction du site PK3. Le 31 juillet, un déplacé de PK 3 a été ligoté et torturé. Il a eu la vie sauve grâce à l'intervention de la Police de la Minusca. Les 31 juillet et 1^{er} août, 3 cas d'enlèvement de déplacés par les hommes armés ont été enregistrés sur le site de PK 3. L'une des victimes a été conduite vers pk18 vers une barrière tenue par les hommes armés et les 2 autres ont été emprisonnées au quartier Bornou, à la base des hommes armés.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de Ouaka / Sous-préfecture Kouango / Lundi-Warago</p> <p><u>Protection / Mouvements de population</u> : A Lundi-Warago (137 km, axe Kouango-Sabégoudé), 2 personnes ont été agressées le 27 juillet par des hommes armés. L'un est décédé et l'autre blessé. Les représailles menées par le groupe armé adverse ont fait plusieurs morts dont 1 chef de groupe et 2 de ses fils. La majorité de la population autochtone de ce village estimée à 500 habitants et les déplacés en provenance de Zangba (chiffres non disponibles) qui y résidaient depuis mai 2017 se sont réfugiés en brousse et en RDC pour éviter les représailles.</p>	<p><i>Plaidoyer pour un renforcement des actions de protection des personnes à Bria</i></p> <p><i>Suivi des cas de violations de droits humains</i></p>
<p>Zone Ouest</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pendé / Sous-Préfecture de Ngaoundaye / Ngaoundaye</p> <p><u>Protection et accès humanitaire</u> : Selon une autorité communale, l'occupation des villages Mboum-Mbindoye et Bang au début du mois de juillet par les hommes armés a été accompagnée de violences ciblant les civils. Selon cette autorité, 5 personnes auraient été tuées soit par balle soit ligotées et jetées dans une rivière entre le 7 et 14 juillet. Depuis le 20 juillet, les hommes armés auraient tenu plusieurs réunions (2 à Ngaoundaye-centre et 2 autres à Ndim) demandant aux PDI, estimées à environ 15 000, en brousse ou dans leurs champs, de regagner leurs maisons. La même source a indiqué aussi qu'il y aurait plus de 3 400 personnes qui se seraient réfugiées dans les pays voisins (Tchad et Cameroun). Des efforts sont en cours au sein de la communauté humanitaire en vue de trouver les voies et moyens pour y redéployer leurs activités, en profitant des patrouilles de la Force de la MINUSCA dans la zone. Les activités avaient été suspendues à Ngaoundaye suite à l'insécurité. L'accès à Ngaoundaye fait encore l'objet de défis majeurs, notamment les risques élevés d'attaques et de vol contre le personnel humanitaire. Les villages affectés sont pour la plupart totalement désertés de leurs populations.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pendé / Sous-Préfecture de Bocaranga / Bocaranga</p> <p><u>Protection</u> : Selon une autorité locale, dans la semaine du 30 juillet au 5 août, environ 200 ménages soit 1 008 personnes, composés à plus de 85% d'enfants et de femmes des quartiers Commercial et Eremandji dans la ville de Bocaranga passent la nuit dans leurs champs. Le déplacement pendulaire de ces derniers est lié à la rumeur persistante d'incursion des éléments d'un groupe armé à Bocaranga. Il convient de noter que les villages de Mboum-Mbindoye (20 Km au sud de Bocaranga) et Bang (7 Km au nord de Ngaoundaye) sont occupés par les éléments armés depuis mi-juillet. Le renforcement des patrouilles diurnes et nocturnes de la Force de la Minusca dans la ville pourrait contribuer à rassurer la population. En termes d'accès, les 2 axes nord de Bocaranga présentent toujours des risques élevés de braquage, y compris contre des convois humanitaires.</p>	<p>Zone Ouest :</p> <p><i>Plaidoyer auprès de la Minusca force pour le renforcement des patrouilles</i></p> <p><i>Plaidoyer auprès de la Minusca force pour le renforcement des patrouilles</i></p>



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.